

Newsletter N° 20 - Septembre 2010

Le e-bulletin de la Plateforme des collectivités locales ACP est un bulletin électronique d'informations produit tous les trois mois par la Plateforme des collectivités locales ACP (ACPLGP - ACP Local Government Platform). L'éditeur de ce bulletin invite les lecteurs à faire des commentaires et fournir des informations sur la question des collectivités locales au niveau de leurs organisations, des autorités locales et de leur pays. Ce bulletin est également accessible via le site web de la Plateforme au <http://www.acplgp.net>.

Appels à propositions de la CE encore ouverts

Divers appels à proposition de la CE sont encore ouverts concernant des programmes qui peuvent intéresser les collectivités locales ACP et sont visibles sur

<https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?do=publi.welcome&nbPubliList=25&orderby=upd&orderbyad=Desc&searchtype=AS&pgm=7573847&ZGEO=&depub=&finpub=&aoet=36538>

- Programme 'Acteurs non étatiques et autorités locales'

Pays	Date limite	Budget* (EURO)	Référence
Timor Est	04/10/10	1.500.000	EuropeAid/130369/M/ACT/TL
Somalie	10/01/11	2.500.000	EuropeAid/130376/L/ACT/SO
Burundi	29/10/10	1.000.000	EuropeAid/130409/M/ACT/BI

* Budget total pour les acteurs non étatiques et autorités locales.

- IEDDH : Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'homme

Pays	Date limite	Budget (EURO)	Référence
Uganda	18/11/00	1.700.000	EuropeAid/130343/M/ACT/UG
Papouasie Nouvelle Guinée	01/11/00	7.600.000	EuropeAid/130600/M/ACT/PG

- Sécurité alimentaire

Pays	Date limite	Budget (EURO)	Référence
Mali	10/11/00	4.000.000	EuropeAid/130388/M/ACT/ML

- Facilité Eau

Pays	Date limite	Budget (EURO)	Référence
ACP	06/10/00	40.000.000	EuropeAid/129510/C/ACT/Multi

Programme thématique 'Autorités locales dans le développement' 2010 - Résultat

Des 440 propositions reçues, 30 projets ont été sélectionnés (dont 18 projets pour l'objectif 1) et 16 mis en liste de réserve (dont 11 projets pour l'objectif 1). Propositions reçues par pays : Zimbabwe 24, Kenya 17, Burkina Faso 12, Mali 12, DR Congo 12, Sénégal 10, Afrique du Sud 8, Cameroun 8, Bénin 7, Congo 6, Ethiopie 3 et Ghana 1. Il y a une bien meilleure participation des collectivités locales dans le programme comparé à l'année dernière (55 propositions soumises). Par ailleurs, les projets proposés sont de bien meilleure qualité et le recours aux ONG est moins important comparé à l'année passée. La contractualisation représentera environ 10% des propositions reçues, le pourcentage de réussite diminuant avec le 'succès' de l'appel. En effet, la concurrence est de plus en plus importante au fur et à mesure de l'augmentation du nombre de propositions reçues. Les améliorations constatées sont notamment dues aux informations communiquées via les plateformes et associations de collectivités locales.

Atlas de la Coopération décentralisée pour le développement

L'Atlas de la Coopération décentralisée pour le développement est une initiative conjointe proposée par le Comité des Régions et la Commission européenne pour partager et accroître le flux d'informations sur la coopération au développement des Autorités locales et régionales (ALR) de l'Union européenne. Pour ce faire, l'Atlas fournira les principaux faits et chiffres sur les activités de développement menées ou financées par les ALR de l'UE. L'Atlas compilera ces informations sous forme de cartes interactives montrant clairement qui fait quoi et où. Tous les partenaires impliqués dans la coopération au développement, provenant des pays développés ou en développement, auront un nouvel outil leur permettant de prendre des décisions en connaissance de cause avant de s'embarquer dans de nouvelles activités de coopération. Ceci contribuera à améliorer l'efficacité de la coopération au développement.

Pour plus d'information : <http://portal.cor.europa.eu/atlas/en-US/Pages/welcome.aspx>

Le mercredi 6 octobre 2010 - 11.15-13.00 un atelier sera tenu pour présenter l'Atlas, ouvert à quiconque impliqué dans la coopération au développement, faisant partie de l'événement 'Open Days' du 4 au 7 octobre au siège du Comité des Régions à Bruxelles.

Pour plus d'information : http://ec.europa.eu/regional_policy/conferences/od2010/index.cfm

Nouvelles de l'UE

- **Dialogue structuré de l'UE sur le rôle des OSC et AL dans la coopération au développement européenne**

Le 12 juillet, la seconde session de discussion a eu lieu à Bruxelles. Deux groupes de travail se sont réunis :

Groupe de travail 1 : Rôle des organisations de la société civile et autorités locales dans la coopération extérieure

Groupe de travail 2 : Complémentarité & cohérence dans le cadre du Programme d'action d'Accra

Rapports sur la session au : https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/mwikis/aidco/index.php/SD:Session_2

- **Ex Chef de DG-Dev Manservisi discute de la réforme de l'aide UE**

Il a dit que cela permettrait de mettre un terme à la séparation artificielle entre pays ACP couverts par le Fonds européen de développement (FED) et les pays d'Amérique latine et en Asie couverts par l'Instrument de financement de la coopération au développement (DCI). En fait, au sein de la Commission, il y a deux DG Relations extérieures et deux DG Développement parce que la DG Développement est engagée dans le développement, mais aussi dans les relations extérieures avec les pays ACP, tandis que la DG Relations extérieures s'occupe des relations avec le reste du monde bien sûr, mais il gère également le DCI. Avec une réforme, la politique de développement serait unifiée.

[http://www.devex.com/articles/ex-dg-dev-chief-manservisi-discusses-eu-aid-reform?](http://www.devex.com/articles/ex-dg-dev-chief-manservisi-discusses-eu-aid-reform?lang=fr&source=ArticleHomepage_MostPopularNews_5)

[lang=fr&source=ArticleHomepage_MostPopularNews_5](http://www.devex.com/articles/ex-dg-dev-chief-manservisi-discusses-eu-aid-reform?lang=fr&source=ArticleHomepage_MostPopularNews_5)

- **Le Commissaire européen au Développement projette de rendre l'aide au développement de l'UE plus efficace via la budgétisation du FED et la coordination avec les Etats membres de l'UE**

La rationalisation du financement est le principal défi du Commissaire européen au Développement Andris Piebalgs. Piebalgs veut faire des économies en simplifiant la complexe structure de financement du développement, pour être prêt à temps pour le prochain budget 2014-2020. La majeure partie de cette tournée de simplification ne se porterait pas sur la Commission, mais sur la coordination entre les institutions de l'UE et les Etats membres. Le plan de Piebalgs comprend deux volets principaux. Le premier est d'amener le FED, qui constitue la majeure partie de l'aide au développement de l'UE, dans le budget. L'autre objectif est de synchroniser les cycles budgétaires des institutions de l'UE et des Etats membres. Piebalgs pense qu'un seul cycle de programmation de cette sorte pourrait être introduit en 2013. Ceci rendrait possible de mener des stratégies pays et des programmes pluriannuels de façon conjointe.

<http://www.europeanvoice.com/article/imported/making-development-aid-more-effective/68523.aspx>

- **Notes de la Commission européenne résumant l'Accord de Cotonou ACP-UE Révisé**

La Commission européenne a produit une série de notes sur l'Accord de Cotonou révisé. Elles incluent :

- Accord de Cotonou révisé : Les principes d'Accra et de Paris peuvent-ils conduire à une programmation plus efficace de l'aide au développement ?
- Accord de Cotonou révisé : Programmation - vers un support de l'UE plus flexible et plus efficace
- Accord de Cotonou révisé : Institutions conjointes renforcées
- Accord de Cotonou révisé : S'occuper des défis clés du développement
- Accord de Cotonou révisé : Qu'est-ce que cela change pour le partenariat Afrique-UE ?
- Accord de Cotonou révisé : Une portée étendue pour un dialogue politique ouvert
- Accord de Cotonou révisé : Qu'est-ce que cela change pour le commerce et l'intégration régionale ?

Pour plus d'information : http://ec.europa.eu/development/geographical/cotonouintro_fr.cfm

- **Facilité Eau ACP-UE**

L'Union européenne a alloué 40 millions d'euros à la Facilité Eau ACP-UE pour soutenir des projets de partenariat. Ce sont des partenariats sans but lucratif destinés à : « développer les capacités des ACP dans le secteur de l'eau & assainissement, conduisant à une meilleure gouvernance et gestion de l'eau & assainissement, au développement durable et à l'entretien des infrastructures ». La Commission européenne alloue des subsides pour des partenariats dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). EPSU/PSI et diverses autres organisations ont supporté cette initiative et encouragé son utilisation. PSIRU à l'Université de Greenwich a créé le site <http://www.acp-eu-waterpartnerships.org/> pour soutenir des partenariats dans le cadre la Facilité Eau ACP-UE. Ce site aide les services publics de l'eau, les autorités locales et les organisations de la société civile à avoir accès et utiliser l'aide de l'UE pour mettre en place des partenariats sans but lucratif dans le cadre de la Facilité Eau ACP-UE.

Nouvelles des ACP

- **Les ACP mettent en place un groupe de réflexion sur la future coopération avec l'UE**

Le Président du Comité des Ambassadeurs ACP, S.E Patrick I. Gomes, Ambassadeur de Guyane, a défini les priorités du groupe pour les six mois à venir dans une déclaration adressée au Bureau du Comité des Ambassadeurs ACP le 14 septembre. Ces priorités incluent l'établissement d'un Groupe de réflexion qui va mener un processus de réflexion pluri acteurs sur les futures orientations de l'Accord de partenariat ACP-UE. Le groupe recherchera également à optimiser l'impact et les bénéfices des programmes pour ses Etats membres et à étendre ses portée, valeur et fonctions dans l'arène internationale dans les domaines du commerce et de la coopération au développement, l'éradication de la pauvreté et la coopération sud-sud. Les discussions

ultérieures entre le Bureau et le Comité incluront un programme pour le colloque international sur la coopération au développement en janvier 2011 avec la participation des représentants des pays émergents.
http://www.acpsec.org/en/coa/guyana2010/welcome_remarks_guayana_presidency2010.html

● **20^{ème} anniversaire de l'initiative de MDP-ESA 1991-2011. Gestion professionnelle des collectivités locales ACP - Un impératif du développement**

Le Partenariat pour le Développement Municipal pour l'Afrique de l'est et australe (MDP-ESA) célèbre son 20^{ème} anniversaire en 2011. MDP-ESA commémore cette occasion historique à travers son 20^{ème} anniversaire d'initiative de partenariat. Le point culminant de cette initiative sera le colloque africain du 20^{ème} anniversaire qui aura lieu en octobre 2011. Le thème du colloque sera : 'Rétrospectif de la gouvernance locale africaine professionnalisant la gestion des collectivités locales pour la fourniture de service'.

Pourquoi MDP-ESA se concentre sur la gestion professionnelle des collectivités locales ?

Les dures réalités des autorités locales et de leurs citoyens en Afrique est la première raison pour MDP-ESA de se reconcentrer sur et affiner sa mission. Le manque de capacité des autorités locales pour fournir les services de base a un impact négatif sur la réalisation des objectifs de développement nationaux, spécialement ceux relatifs à la fourniture de service, réduction de la pauvreté et plusieurs des OMD. L'importance de la gestion professionnelle des collectivités locales est maintenant reconnue comme étant un impératif fondamental du développement.

Durant les 18 derniers mois, et dans la préparation du 20^{ème} anniversaire en 2011, MDP-ESA a entrepris un examen minutieux de sa future direction stratégique, et a établi, pour son 20^{ème} anniversaire, l'objectif suivant : MDP-ESA sera reconnu comme la principale institution régionale africaine pour l'Afrique de l'est et australe pour promouvoir la gestion professionnelle des collectivités locales comme un impératif fondamental du développement pour une fourniture efficace de service et la réduction effective de la pauvreté.

MDP-ESA atteindra cet objectif en :

- Etablissant de nouveaux partenariats et réseaux
- Développant des projets et services pour renforcer le professionnalisme dans la gouvernance locale
- Elevant une voix collective pour le professionnalisme dans la gouvernance locale
- Convoquant le colloque africain du 20^{ème} anniversaire

Le colloque africain du 20^{ème} anniversaire

Date : octobre 2011

Lieu probable : Kampala, Uganda

Nombre de participants : approximativement 100

Nature du colloque : Ce sera un colloque de travail et interactif qui se concentrera sur l'exploration d'éléments clés de renforcement et de soutien de capacité professionnelle dans les cités, municipalités, villes et districts africains. Les participants exploreront qu'est-ce qui a marché et pas durant ces 20 dernières années et quelles leçons peuvent être tirées de l'histoire. Le colloque se focalisera également sur le futur et ce qui doit être fait pour professionnaliser les collectivités locales africaines. Les documents de travail seront préparés en avance et distribués à tous les participants. Le colloque sera conclu avec une série de conclusions et recommandations qui seront présentées aux décideurs politiques et acteurs en Afrique, ainsi qu'aux institutions de développement internationales.

Comment votre organisation peut être impliquée dans le 20^{ème} anniversaire de l'initiative de MDP-ESA ?

MPD-ESA accueille les partenaires existants et les nouveaux partenaires.

Pour discuter des possibilités, veuillez contacter :

George Matovu - Executive Director MDP

7th Floor, Hurudza House, 14- 16th Nelson Mandela Avenue, Harare, Zimbabwe,

Phone; (263) 4 774385/6, 724356 or 724357, or 011 603 247 (Cell)

E-mail: region@mdpafrica.org.zw; gmatovu@mdpafrica.org.zw

Tim Honey - MDP Partnership Coordinator for the 20th Anniversary Initiative

Phone: 207- 899-1151 (0) or 301-461-8174 (C); E-mail: timhoney@aol.com

Evènements

Journées européennes du développement - 6-7 décembre 2010. <http://www.eudevdays.eu/>

Assises de la Coopération décentralisée - 31 mars 2011. La préparation de la seconde Assises commencera par une première réunion le 15 octobre 2010. Les collectivités locales ACP et leurs partenaires sont invités à informer la Plateforme ACPLGP des thèmes qu'ils voudraient discuter durant cette seconde Assises. Pour rappel, les thèmes de l'année dernière étaient : les autorités locales et régionales pour une plus grande efficacité de l'aide ; gouvernance locale et régionale ; accès à l'énergie pour un développement durable ; et contribution des autorités locales et régionales dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (santé).

Lecture

Assessing the role of councillors in service delivery at local government level in South Africa. Centre for Policy Studies, South Africa, July 2010. Local government in South Africa has, since the transition to democracy, undergone a series of changes to meet the needs of a consolidating democracy and the development of the country's citizens. This research report presents the findings of a study that explores the

role of elected public representatives in service delivery to ensure that citizens have their needs addressed. It also focuses on examining existing systems of participatory governance to improve the quality of citizen participation in decision-making at the local municipal level, and in determining the content of Integrated Development Planning. <http://www.cps.org.za/cps%20pdf/RR125.pdf>

The Barefoot Collective. Barefoot Guide to Working with Organisations and Social Change. Community Development Resource Association, Cape Town. <http://www.barefootguide.org/>

Biodiversity: Powering up local authorities around the globe. How can local authorities save money while boosting economies, enhancing quality of life and generating employment? By factoring ecosystem services into policy-making, according to a new report. The Economics of Ecosystems and Biodiversity (TEEB) for Local and Regional Policy Makers report shows local policy makers how to improve their understanding of the value and services provided by natural capital like woodlands, parks and waterways, and to reap benefits in local policy areas such as urban management, spatial planning and protected areas management.

http://brussels.cta.int/index.php?option=com_k2&view=item&id=4775:biodiversity-powering-up-local-authorities-around-the-globe

Key literature on effective conflict prevention and engagement with local communities, politicians and analysts. GSDRC. August 2010. <http://www.gsdr.org/docs/open/HD696.pdf>

Local Government for Gender Equality. Despite signs of progress in some regions and countries, the overall pattern of gender inequality remains unchanged. Gender inequality in developing countries is one of the key factors hampering wealth creation, poverty reduction and the attainment of the Millennium Development Goals. While international policy has made some progress towards addressing gender inequality, this progress needs to be converted into concrete changes on the ground, especially at the local level. In this issue of Capacity.org, we look at the capacities that local governments need to address gender inequalities effectively. We look specifically at the issue of decentralisation, which increases the power of local governments and, by extension, their capacity to boost gender equality.

http://www.capacity.org/en/journal/editorial/local_government_for_gender_equality

At the Cutting Edge of Governance. Exploring the interactions among public opinion, governance, and the public sphere. Conference Report. World Bank. 14 September 2010. This blog is from a participant from Cape Town in South Africa, where about 90 governance specialists from around the World Bank are attending a workshop on the theme: "Implementing Effective Country Level Governance Programs". The aim of the workshop is to review the implementation of about 17 country level governance programs funded by the Governance Partnership Facility (GPF). The donors, also represented here are the governments of Great Britain, the Netherlands and Norway, through their development agencies.

<http://blogs.worldbank.org/publicsphere/cutting-edge-governance-day-one>

Good governance and social accountability in Africa. What can be learned? World Bank. 2010.

The book defines social accountability in practice and its importance in the African context. It presents case studies from African countries, drawing on initiatives launched and implemented both by civil society groups and by local and national governments in countries with different political contexts and cultures.

http://www.ansa-africa.net/index.php/views/pub_view/demanding_good_governance/

Towards more democratic governance assessments. Global programme capacity development for democratic governance. Assessments and measurements 2008-2011. UNDP Oslo Governance Centre. 2010.

Democratic governance is central to human development and the achievement of the Millennium Development Goals (MDGs), which provide an enabling environment for reducing poverty. This UNDP strategic plan for 2008-2011, addresses the need to better understand various methods and approaches to assess and measure democratic governance and its links to pro-poor planning, budgeting and delivery of MDGs. Operationalised through country, regional and global-level windows, the program aims to provide a comprehensive response to related concerns and demands among national partners and develops an agenda for support in the area. The publication observes that there is a growing awareness amongst donors of the need to enhance local participation and ownership of governance assessment processes. It identifies four challenges at the country level. http://www.undp.org/oslocentre/docs08/Global_Programme_on_DG_Assessments.pdf

Pour toute demande d'information/commentaire/contribution au Newsletter, veuillez contacter :

ACPLGP - Avenue Eugène Plasky, 8/12 - 1030 Bruxelles, Belgique

Tél : +32.(0)2.732.85.62 - Fax : +32.(0)2.742.36.73

Email : platform@acplgp.net - Site web : www.acplgp.net



Avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité de la Plateforme ACPLGP et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.

